

# CHRONIQUE

## de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité  
[www.chroniquedelasemaine.com](http://www.chroniquedelasemaine.com)

### FAIT DIVERS

**LE PASTEUR UTILISE SON SEXE POUR CHASSER LES DÉMONS** P.4

Contribution de la presse pour une sortie de crise au Togo :

**Le CONAPP convie les professionnels des médias à jouer leur rôle pour un climat apaisé** P.2

Les manœuvres de la coalition pour faire capoter le rendez-vous du 20 décembre :

## La recomposition de la CENI n'est nulle part mentionnée sur la feuille de route

### Pourquoi l'opposition a-t-elle peur des élections ?



Prof Kodjona Kadanga, pdt de la CENI



Des leaders de la C14 en discussions

### Violences et intolérance politiques :

## Mode d'action pour une frange de la diaspora qui a perdu ses repères



La diaspora togolaise

Paix et sécurité lors des processus électoraux :

**Le COPED en campagne de sensibilisation pour le renforcement des acquis démocratiques** P.5



Photo de famille

Le processus d'indemnisation des victimes des violences au Togo :



**Le HCCRUN donne une nouvelle opportunité aux retardataires** P.2

La politique de développement de la petite enfance au Togo :

**Adoption du document national par les acteurs compétents** P.6

**Contribution de la presse pour une sortie de crise au Togo :****Le CONAPP convie les professionnels des médias à jouer leur rôle pour un climat apaisé**

Cela fait déjà une année que les hommes politiques togolais se regardent en chiens de faïence avec le lot de désagréments que cette situation crée chez le citoyen lambda. Après plusieurs rounds de discussions, l'on s'en était remis à la communauté internationale sous les hospices de la CEDEAO qui, au cours de sa 53<sup>e</sup> session tenue le 31 juillet dernier dans la capitale togolaise, a fait des recommandations pour une sortie de crise au Togo.

Les médias ont leur part de responsabilité dans la mise en œuvre de cette feuille de route qui, une fois rendue publique, a provoqué des grincements de dents chez une frange de politiques. C'est à cet exercice que le Conseil National des Patrons de Presse



Photo de famille à l'ouverture des travaux

(CONAPP) a convié, au cours d'un séminaire, 45 patrons de presse venus de tout le Togo les 10 et 11 août dernier 2018 à Kpalimé.

" Le journaliste en période post-crise : quelle contribution des médias pour un retour à la normale ", tel est le thème du séminaire de formation qui a regroupé à Kpalimé une cinquantaine de patrons de presse venus de tout le Togo, ceci à l'initiative du Conseil National des

Patrons de Presse (CONAPP), l'organisation de presse la plus représentative du paysage médiatique togolais. A travers plusieurs communications, les organisateurs ont rappelé aux premiers responsables des médias non seulement les règles qui régissent leur profession mais surtout leur responsabilité dans la gestion de l'information dans la délicate période actuelle pour un retour à l'apaisement.

A l'ouverture des travaux, le président du CONAPP, El Hadj Arimiyao Tchagnao, a souligné que les journalistes, de par leurs propos et écrits, peuvent jeter de l'huile sur le feu ou contribuer à l'apaisement. " La presse a un grand rôle à jouer en cette période sensible de l'histoire de notre pays, et les mots pour s'exprimer doivent être bien contrôlés et bien choisis pendant les émissions débats, dans les écrits. La presse ne doit pas être le péché de la société ", a-t-il indiqué.

L'ancien ministre Benjamin Agbéka, représentant le président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), a invité les participants à ne pas être des colporteurs des "fake news", tout en faisant remarquer que " toute vérité n'est pas bonne à dire ", ceci

surtout en période de crise. Et des exemples sont légions (radio Mille Collines au Rwanda, etc.).

Prenant l'exemple d'un avion en détresse et d'un jeu de football entre deux équipes rivaux, l'ancien ministre Agbéka a appelé les professionnels des médias à plus de responsabilité dans l'exercice de leur profession. Il a pour finir souligné qu'en périodes sensibles où le dialogue est difficile à établir entre les protagonistes, les journalistes ont le devoir de contribuer à l'apaisement et à la paix.

Rappelons que depuis l'élection le 18 mai dernier du bureau du CONAPP dirigé par TCHAGNAO Arimiyao, cette activité est la première organisée par cette nouvelle équipe.

JPB

**La 8<sup>ème</sup> édition des VIA officiellement lancée à Ouagadougou**

La huitième édition des Voyages d'Intégration Africaine (VIA) a été officiellement lancée ce samedi 11 août 2018 à Ouagadougou. Après la septième édition qui s'est tenue au Ghana en 2017, la huitième édition est ouverte aux jeunes de 18 à 35 ans.



La table lors de la rencontre

L'objectif des VIA est de sensibiliser les jeunes africains aux vertus de la diversité, du dialogue interculturel et interreligieux. " Ces voyages ont la prétention d'offrir à la

jeunesse africaine la possibilité de participer à la construction d'une Afrique nouvelle par la rencontre humaine ", dit le Rév. Père SAGADOU Jean Paul (initiateur des VIA), dans sa déclaration

préliminaire.

**Les VIA, une aubaine pour " la construction d'une Afrique Nouvelle "**

" A notre manière, nous voulons assumer l'héritage le

plus fructueux du panafricanisme et travailler en faveur de l'intégration et de l'unité africaine. Nous voulons contribuer à maintenir vivantes les pensées de Cheick Anta Diop, Kwame N'Krumah et Joseph Ki Zerbo...", a dit l'initiateur des VIA.

Sept pays de l'Afrique de l'Ouest ont déjà accueilli les VIA, à savoir le Burkina Faso, le Bénin, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Sénégal, le Ghana. Dans tous ces pays, les jeunes ont vécu des expériences originellement africaines. Ateliers, débats,

visites touristiques, détente sont entre autres les moments forts de ces voyages qui demeurent une initiative africaine, par les Africains et pour tous les Africains où qu'ils soient.

Le thème retenu pour cette huitième édition qui se tiendra du 1 août au 13 août 2019 est : " Le vivre ensemble : construire un monde de l'en commun ". Il sera traité en lien avec l'intégration africaine, le panafricanisme, les migrations internationales, les rapports entre l'Afrique et l'Europe, etc.

Plusieurs jeunes de divers pays d'Afrique et de la Diaspora sont attendus à cette huitième édition des VIA.

M. HERVE

**Le processus d'indemnisation des victimes des violences au Togo :****Le HCRRUN donne une nouvelle opportunité aux retardataires**

Le Haut Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) a indiqué dans un communiqué rendu public le 13 août dernier, qu'une seconde chance est donnée aux victimes retardataires ou absentes lors des premières opérations pour se faire indemniser.

Selon ce communiqué, le HCRRUN a mis en place deux équipes qui sont chargées d'indemniser les victimes retardataires : l'une à Kara et l'autre à Aakpamé.

En effet, à en croire à

Mme Awa -Nana Daboya, la présidente du HCRRUN, les victimes non indemnisées des préfectures de Moyen-Mono, Est Mono, Ogou, Anié, Haho, Amou, Wawa et Akébou, seront indemnisées par l'équipe basée à Atakpamé du 14 au 18 août 2018.

C'est au cours de cette même période que se déroulera aussi l'indemnisation des victimes des préfectures de la Kozah, de la Binah, de Bassar, de Doufelgou, de Dankpen et de la Kéran par l'équipe de l'HCRRUN installée à Kara.



Mme Awa Nana Daboya, pte du HCRRUN

Par ailleurs cette même équipe de Kara s'occupera des victimes des préfectures de l'Oti, de Tône, de Kpendjal et de Tandjouare à Mango le 18 août 2018.

Notons que cette session

de rattrapage est un bonus accordé par l'HCRRUN aux victimes retardataires ou absentes lors du passage des équipes chargées d'indemnisation dans ces préfectures.

Daniel A.

**CHRONIQUE**  
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest  
Récépissé n°0338/05/03/08  
15 BP : 82 Lomé - Togo  
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

**Directeur de la Publication**

**ALIZIOU ESSODINA**  
90 01 21 69

**REDACTION**

**Carole AGHEY**  
**A. KAPO**  
**B. Talom.**  
**Jean-Pierre B.**  
**Espoir D.**  
**Pierre AGBANDA**

**Imprimerie SDR**  
Tirage : 2000 ex.

**Les manœuvres de la coalition pour faire capoter le rendez-vous du 20 décembre :**

# La recomposition de la CENI n'est nulle part mentionnée sur la feuille de route

## Pourquoi l'opposition a-t-elle peur des élections ?

*Les leaders de la coalition ont encore une fois repris leurs manœuvres de sabotage de la feuille de route édictée par la CEDEAO. A peine rendue publique, cette feuille de route fait objet d'interprétations tendancieuses assorties des menaces de la part de la coalition des 14 partis de l'opposition. " Ne nous poussons pas à la révolte. Cela va être un ouragan que personne ne pourra contenir si la CENI persiste à organiser les élections ", débitait Nathaniel Olympio du Parti des Togolais sur une radio de la place.*

Pour la coordinatrice de la coalition Mme Adjamagbo-Johnson " Ne jouons pas avec le destin des Togolais. La CENI ferait mieux d'arrêter le plus tôt possible " menaçait-elle. L'on se demande qu'est-ce qui fait jaser ces responsables de la coalition. Et pourtant l'une des exigences de la feuille de route, c'est aller aux urnes au plus tard le 20 décembre. Et c'est justement pour répondre à cette recommandation de la CEDEAO que la CENI a naturellement repris ses activités.

Il a fallu que la CENI leur ait juste demandé d'envoyer leurs représentants siéger en son sein en vue de prendre une part active au processus électoral, pour susciter ce déferlement de réactions épidermiques de la part de cette coalition. A raison, les Togolais se demandent ce que veut au juste la coalition pour le pays. La CENI devait rester bras croisés pour que le 20 décembre 2018 les Togolais puissent aller aux urnes ? N'est ce pas la feuille de route qui recom-



Kodjona Kadanga, président de la NECI



Des leaders de la CI4 en discussions.

mande le recensement pour produire un fichier électoral fiable et rassurer tous les acteurs quant à la qualité du scrutin ?

En envoyant les représentants occuper les quatre places restantes, la coalition sera de plain pied dans la dynamique de la feuille de route. Au lieu de saisir cette occasion et montrer sa bonne foi, elle préfère montrer à la CEDEAO et à la communauté internationale son vrai visage qui cache mal son impopularité sur le terrain électoral. En effet, après avoir échoué dans sa tentative de prendre le pouvoir par l'insurrection, la coalition ne semble pas être intéressée par les élections.

Pour ce faire, elle use des stratagèmes moribonds pour empêcher la tenue des législatives à la date prévue par la feuille de route de la CEDEAO. Le comble c'est que les leaders ne se privent nullement de débiter sur les médias des inepties. " Nous ne participerons pas aux élections tant que nous n'avons pas eu les réformes comme il se doit " fulminait le président du Parti des Togolais sur la radio Pyramide. En quoi l'exécution des tâches par la CENI empêche-t-elle les réformes ?

Au moment où les réformes se feront, la CENI sera à l'œuvre pour

l'organisation du scrutin. La feuille de route tenant compte de tout ça a indiqué le lieu où les réformes se dérouleront c'est-à-dire au parlement.

En quoi les plénières de l'Assemblée Nationale peuvent-elles empêcher la CENI de travailler sereinement ? D'ailleurs la feuille de route indique clairement que si les réformes battaient de l'aile à l'hémicycle, le gouvernement pourrait les soumettre au referendum. Pour aller à ce référendum, la CENI a besoin d'un fichier électoral fiable. Ce qui interpelle la CENI à être prête au cas ou cette éventualité du referendum s'imposerait, qu'elle soit en mesure de l'organiser.

### La feuille de route a-t-elle prévu la recomposition de la CENI ?

Certains responsables de la coalition disent à haute voix que la feuille de route a prévu la recomposition de la CENI. Les journalistes proches de la coalition martèlent à longueur de journée que la version anglaise de la feuille de route parle de la recomposition de la CENI. Mais lorsque nous parcourons cette version anglaise de la feuille de route, il n'est nulle part mentionné " la recomposition de la CENI ".

Voici la phrase que la coalition et ses affidés

interprètent comme " la recomposition de la CENI. " le renforcement du processus électoral, en particulier le fonctionnement effectif avec une participation inclusive de l'ensemble des acteurs à la CENI ". Que dire de nos leaders de la coalition habitués à mentir à leurs militants ? Ils veulent également emballer tout le monde y compris Molière. Et pourtant cette phrase donne plutôt raison à la CENI qui leur a adressé une lettre enfin d'en envoyer leurs représentants pour marquer l'inclusivité dont parle la feuille de route de la CEDEAO.

Et justement c'est la coalition qui crie au scandale parce que la CENI leur demande d'envoyer les noms de leurs représentants pour organiser dans la transparence le scrutin. Que dire d'autre que c'est la coalition qui veut que la crise demeure pour en profiter car selon certaines indiscretions les dignitaires de la coalition se sucent allègrement sur le dos de cette crise à telle enseigne qu'ils voudraient la voir perdurer dans le temps et profiter au maxi-

mum des retombées? Malheureusement, les militants ne savent pas et continuent à leur faire confiance.

En tout cas ce n'est pas le président ivoirien Alassane Ouattara ou bien le démarcheur Antoine Folly de la coalition qui nous démentiront sur ce point.

Tout porte à croire que la Commission de la CEDEAO et les représentants des deux médiateurs amèneront la coalition à la raison pour comprendre que la feuille de route n'a jamais parlé de la recomposition de la CENI, mais plutôt de l'inclusivité de l'organe chargé d'organiser le scrutin.

La coalition doit arrêter les incantations et utiliser à bon escient le gain engrangé au cours de cette crise pour aller sur le terrain. Les Togolais sont rassasiés voire, constipés des gros mots creux de la coalition. Ainsi le monde entier découvrira le vrai visage de la coalition et sa représentativité électorale. Le peuple c'est dans les urnes et non dans la rue.

Aliziou Dominique

**Tous ensemble contre la violence pour un Togo paisible**

## Violences et intolérance politiques :

# Mode d'action pour une frange de la diaspora qui a perdu ses repères

*Suite à l'adoption de la feuille de route par la CEDEAO dont les recommandations ont cloué le bec à l'opposition, une frange de la diaspora togolaise acquise à la cause de la C14 décide de baigner dans la fiente pestilentielle de la violence et de l'intolérance politique. Samedi dernier, une délégation du parti au pouvoir, de passage en Allemagne pour conférer avec ses militants, a été violemment prise à partie par ces compatriotes subitement débarqués de nulle part pour perturber la rencontre. Cet incident qui survient après à l'agression sur le président du NET, Gerry Taama et le comédien Gogoligo, atteste de la détermination de cette frange de la diaspora togolaise à faire de la violence et de l'intolérance politiques, un mode d'action pour le malheur des Togolais qui ne pensent pas comme elle.*



La diaspora togolaise

D'après nos informations, le samedi 11 août 2018, alors qu'ils entretenaient leurs militants sur les derniers rebondissements de la situation politique au pays, des responsables du parti au pouvoir ont été assaillis par une horde de compatriotes, venue perturber la rencontre. Ces compatriotes qui se revendiquaient de l'opposition togolaise, étaient déterminés à infliger à la délégation du parti au pouvoir en provenance de Lomé, le même traitement que celui réservé il n'y a pas longtemps, au président Gerry Taama du NET et au comédien Gogoligo de passage en Europe. Mais grâce à la vigilance de la Polizei, l'irréparable a pu être évité. La délégation a pu s'acquitter de sa mission.

Cette façon de vouloir régler des problèmes politiques par la violence et l'intolérance, qui ne répond à aucun principe de démocratie, quoiqu'inadmissible et condamnable, ne doit nullement surprendre. La C14 dont cette racaille revendique l'appartenance a, plus d'une fois, habitué les Togolais à sa propension de passer par des voies non démocratiques pour en découdre avec ses adver-

saires politiques d'une part et pour chasser Faure Gnassingbé du pouvoir d'autre part.

On se rappelle en effet que sur sa plateforme de revendications, la C14 fait du rétablissement de la Constitution de 1992, du départ du pouvoir de Faure Gnassingbé dont le mandat électif est en cours de validité et de la non présentation de ce dernier au scrutin présidentiel de 2020, des points non négociables. Or, ces exigences ne répondent à aucun principe démocratique. Plus grave, à aucun moment, lors des discussions, ses responsables ne sont parvenus à indiquer aux facilitateurs, le mode opératoire y afférent.

Le fait pour la CEDEAO de balayer du revers de la main ces revendications ne reposant sur aucun principe de démocratie, a provoqué un lever de boucliers au sein de la C14 où on ne sait comment annoncer aux militants d'ici et d'ailleurs la triste réalité sans risquer un lynchage systématique ou un désaveu cinglant de la part de ces derniers.

Mais ce camouflet administré aux responsables de la C14 qui ne disent jamais la vérité à leurs militants, ne

saurait permettre à des bandits et autres sans papiers et sans domicile fixe éparpillés en Europe de s'en prendre aux honnêtes citoyens agissant pour le triomphe des idéaux de leur parti. Les responsables de la C14 ont intérêt à sensibiliser leurs militants sur les principes de la démocratie.

Autrement, en continuant de s'afficher si négativement sur la scène internationale, cette frange de la diaspora qui, aujourd'hui a perdu ses repères, finira par discréditer l'ensemble de l'opposition togolaise qui serait taxée d'immature, d'aventurière avec toute la suite logique qui convient. Entre autres, les défaites électorales. Vu que le peuple togolais ne saurait accorder ses suffrages à des politiciens qui foulent aux pieds les principes de démocratie.

En démocratie, l'affrontement n'est jamais physique mais idéologique. Ceux qui aspirent à la liberté d'opinion et d'expression, doivent également respecter celle des autres qui ne regardent pas dans la même direction qu'eux. De la même façon, chacun doit respecter la conviction politique de l'autre.

En aucun cas, nul ne doit être persécuté, agressé, voire stigmatisé à cause de son appartenance ethnique, religieuse et politique. Prétendre le contraire serait être en déphasage avec les principes démocratiques universellement admis. Combien de fois les responsables de la C14 ne sont-ils pas allés en Europe, aux USA à la rencontre de leurs

militants de la diaspora pour les besoins de la cause ? Ont-ils été une fois agressés par les militants du parti

au pouvoir qui sont nombreux dans ces pays ?

A la C14 de tirer toutes les leçons de ces dérives pour qu'à l'avenir de telles sauvageries ne se produisent plus. En aucun cas, les violences et l'intolérance politiques ne sauraient constituer un mode opératoire pour les Togolais quels que soient leurs bords politiques.

Ricardo

## Fait divers

### LE PASTEUR UTILISE SON SEXE POUR CHASSER LES DÉMONS

*Un chasseur de fantômes a été arrêté par la police. Une jeune femme s'était plainte au lendemain d'une séance d'exorcisme un peu particulière.*

Tout commence par le désir de la jeune femme de séduire son patron insensible à son charme. Mlle Akouvi Dovenè très élégante, teint noir, est convoitée par les jeunes de sa ville. Mais elle est très amoureuse de Peter Amemola qui a créé son entreprise BTP dont Dovenè est la secrétaire. Cette jeune fille de Kologan s'adresse au pasteur Gbivi Etane qui affirme être un exorciste. Moyennant une somme de 25.000 francs le spécialiste du surnaturel accepte de s'occuper du cas de la demoiselle c'est-à-dire l'aider à conquérir Peter pourtant marié et père de 4 enfants. Rendez-vous donc est pris dans une chambre d'hôtel pour l'opération.

Nue, la jeune femme doit se coucher sur le lit pour subir un examen détaillé. Le pasteur Gbivi est formel : le vagin de sa patiente est hanté. Les fantômes empêchent le boss de tomber amoureux d'elle. Il n'y a qu'une seule manière pour les chasser. L'exorciste peut les capturer avec son sexe. La demoiselle, qui était encore vierge au moment des faits, accepte de se faire pilonner afin de chasser les démons et pouvoir conquérir son amoureux.

Le lendemain, elle comprend qu'elle s'est faite avoir doublement. Non seulement le fameux pasteur lui a escroqué 25.000 francs mais également il a bousillé son sexe sans ménagement. Elle décide de porter plainte à la police. Interrogé par la police, le pasteur Etane Gbivi a minimisé les faits en expliquant qu'il souffrait depuis d'un diabète qui l'empêchait d'avoir une érection. Dans ces conditions, on peut se demander si le traitement a été vraiment efficace.

Abata S.



www.togoportail.net

Pour en savoir sur les actualités d'ici et d'ailleurs, consultez désormais votre site d'informations générales [togoportail.net](http://togoportail.net) "togoportail, toute l'information à votre portée".

Lisez votre journal  
CHRONIQUE DE  
LA SEMAINE  
Tous les jeudis

## Paix et sécurité lors des processus électoraux : Le COPED en campagne de sensibilisation pour le renforcement des acquis démocratiques

La situation sociopolitique que traverse notre pays ne laisse pas indifférentes certaines organisations de la société civile éprises par les notions de paix et de sécurité surtout lors des processus électoraux. Le Centre d'Observation et de Promotion de l'Etat de Droit (COPED) et la plateforme Partenariat pour le Développement et la Gouvernance (PDG), ont initié du 03 au 11 août dernier une tournée dans plusieurs villes du pays, notamment Kara, Sokodé et Lomé, où elles ont organisé des ateliers de renforcement de capacités sur les processus électoraux et la stabilité des institutions dans une situation de crise.

" Processus électoraux, la stabilité des institutions et les contestations citoyennes. Quels défis pour les jeunes ?", tel est le thème autour duquel une cinquantaine de jeunes issus des organisations de la société civile, des groupements et autres citoyens lambda, ont été entretenus au cours des différents travaux. Ceci avec pour objectif de contribuer à l'enracinement de la démocratie et au renforcement de l'Etat de Droit en initiant des jeunes et des femmes sur les lois de la République en



Photo de famille

vue de faire d'eux, des acteurs prioritaires de développement dans le cadre du processus des réformes politiques mouvementées.

Conscient qu'un citoyen à conscience civique et politique faibles constitue un danger pour toute démocratie et le processus de développement, les premiers responsables de la COPED ne se sont pas fait prier pour prendre leur bâton de pèlerin en vue de rencontrer et former les acteurs prioritaires du développement de toute nation qui se trouvent être les jeunes et les femmes.

Pour plus d'un, un citoyen qui a des connaissances sur le fonctionnement des institutions de la République et leur rôle dans les processus électoraux, sur les enjeux et les valeurs des processus électoraux dans une situation de crise, ne pourra plus être facilement manipulé en politique. Ce déficit d'éducation citoyenne a été à l'origine de nombre de dérapages lors de notre parcours démocratique et il était temps que

l'on mette fin à ce cycle de violences au Togo.

" L'actualité politique togolaise démontre à suffisance une non-maîtrise des textes et lois de la République aussi bien par les acteurs politiques que par les citoyens, mais aussi la non connaissance des jeunes et des femmes du fonctionnement des institutions nationales et surtout celles impliquées dans les processus électoraux. Or, un citoyen à conscience civique et politique faible constitue un danger pour toute démocratie et pour le développement ", a expliqué Ouro-Bossi Tchakondo, consultant, expert électoraliste et président du COPED.

Pour Kepomey Franck, Consultant et formateur, ce genre de formation est nécessaire afin de cultiver une plus grande conscience citoyenne des jeunes qui, désormais connaissant leurs droits et devoirs, ne pourront pas être manipulés à céder aux actes de violences avant, pendant et après les



Abraham Badolo

échéances électorales.

L'un des temps forts de cette tournée a été l'intervention du président de l'ADP (l'Alliance pour la Défense de la Patrie) et ancien vice-président du Collectif Anti Referendum CAR au Burkina-Faso M. Badolo Abraham Christian.

Il a entretenu les jeunes au cours de ces rencontres sur la nécessité de se faire former pour éviter de se faire manipuler par les politiciens qui poussent les jeunes à commettre du vandalisme. Il a donné l'exemple de son pays le Burkina-Faso qui a vécu une insurrection qui a emporté le régime de Blaise Compaoré. Mais aujourd'hui les jeunes qui étaient au devant de l'insurrection sont abandonnés et les victimes laissées à leur triste sort, bref le peuple burkinabè regrette aujourd'hui ce moment de son histoire et ne souhaiterait pas que cela arrive à d'autres pays comme le Togo.

Abraham Badolo n'a pas manqué de donner des

conseils utiles à la jeunesse togolaise pour une prise de conscience afin d'éviter de se faire utiliser comme des ânes par les politiciens.

Il a indiqué à la jeunesse togolaise que si c'était à refaire, la jeunesse burkinabè ne se lancerait jamais dans cette aventure d'insurrection qui aujourd'hui pénalise le peuple burkinabè qui ploie sous une misère sans précédent.

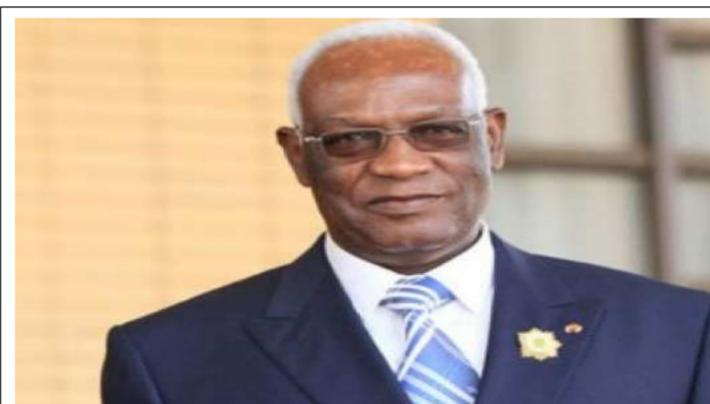
Somme toute, c'est une satisfaction pour le président du COPED, Ouro-Bossi Tchakondo, d'avoir contribué au renforcement de la culture citoyenne, socle de la démocratie surtout en ces moments où l'actualité togolaise montre à suffisance la non-maîtrise des textes et lois de la République par les citoyens. Mais est-il qu'un citoyen à conscience civique et politique faibles constitue un individu manipulable, et donc un danger pour toute démocratie et le processus de développement.

Jean

### Intégration ouest-africaine :

## Lomé abrite la 42ème session du CIP-UEMOA

Depuis lundi, Lomé abrite la 42ème session du Comité Interparlementaire de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (CIP-UEMOA). La cérémonie d'ouverture des travaux a été présidée par le Président de l'Assemblée Nationale du Togo, Dama Dramani.



Dama Dramani, président de l'Assemblée nationale togolaise

Cette session qu'abrite Lomé est consacrée à l'étude du budget du CIP-UEMOA nécessaire à son fonctionnement. Pour ce faire, les parlementaires de l'espace économique ouest africain auront à discuter des défis auxquels fait face leur institution sous régionale-

le tout en se dotant de mécanisme pour le renforcement des acquis afin de permettre à leur organe de poursuivre sa mission de contrôle du processus d'intégration économique et politique des pays membres.

Pour le Président du CIP-

UEMOA, Victor Dangnon, il s'agit d'étudier le cadre budgétaire à moyen-terme (2019-2021), d'examiner les problèmes liés aux dividendes démographiques dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) et de réfléchir sur les

problèmes de redevabilité. "Nous allons également faire une visite à Cinkassé au Nord du Togo où il y a un poste de contrôle juxtaposé pour voir si les investissements réalisés par la Commission correspondent aux besoins réels des populations, surtout s'ils facilitent la libre circulation des personnes et des biens ", a-t-il fait savoir.

Pour sa part, le Président de l'Assemblée Nationale, Dama Dramani togolaise, s'est réjoui du choix répétitif porté sur le Togo pour abriter cette rencontre. "Le choix répétitif de notre capitale Lomé pour la tenue des sessions CIP est à la fois une

marque de confiance, de considération et de soutien du Comité interparlementaire à l'endroit du parlement et du peuple togolais ". M. Dramani a réitéré à ses pairs l'attachement du Togo et de ses dirigeants au processus d'intégration sous-régionale dont le CIP-UEMOA assure la mission de contrôle démocratique.

Il faut noter que le CIP-Uemoa regroupe tous les 08 pays ouest africains ayant en commun l'usage du FCFA de l'UEMOA, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Espoir

## Médias / L'UJIT en action :

## Des professionnels des médias à l'école des changements climatiques

" Le traitement médiatique des changements climatiques ", tel est le thème d'un atelier de formation de deux jours (10 et 11 août 2018) à Kpalimé (à quelques 120 km au nord-ouest de la capitale) à l'intention d'une vingtaine de journalistes.

Organisé par l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) en collaboration avec la FIJ (Fédération internationale des journalistes), cet atelier de formation visait à renforcer les capacités des professionnels des médias sur les questions liées aux changements climatiques afin de les amener à s'intéresser à cette thématique, un thème aussi transversale qui nous interpelle d'abord en tant qu'humains et surtout en tant que leaders d'opinion.

Trois communications ont meublé la rencontre, à savoir : " Les causes des changements climatiques " et " Les effets des changements climatiques ", développées par M. Edou Komlan, spécialiste en environnement et changements



Une vue de l'assistance à l'ouverture des travaux

climatiques au ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières ; "Le rôle du journaliste dans les changements climatiques", présentée par Mme Patricia Adjisseku ; le tout couronné par des travaux de groupes dont la restitution a été un moment de partage.

Le spécialiste en environnement et changements, Komlan Edou, après avoir défini des concepts comme "adaptation", "réchauffement climatique", "atténuation" et "changements climatiques", a fait l'historique des changements climatiques avant d'énumérer quelques causes qui contribuent au réchauffement de la planète en insistant surtout sur les activités humaines tant dans l'agriculture

que dans l'industrie ou le transport qui produisent des gaz à effet de serre à l'origine de la destruction de la couche d'ozone.

Les conséquences de ces actions humaines sont entre autres les catastrophes vécues par certains pays ces derniers temps, notamment les fortes pluies (inondations), la sécheresse (désertification), la fonte des glaciers, l'érosion côtière, les perturbations des saisons avec leurs conséquences sur l'agriculture.

Pour Komlan Edou, les changements climatiques constituent des menaces sérieuses aux vies, aux infrastructures et aux moyens d'existence, tant elles accentuent la précarité

et le sous-développement. Face à cette panoplie de problèmes, il propose comme solution un changement de comportement et l'adaptation aux pays surtout africains qui sont pour la majorité des pays les moins avancés (PMA).

A l'ouverture des travaux, le préfet de Kloto, M. Komlan Assah, a relevé qu'"aujourd'hui, nous avons réussi consciemment ou inconsciemment à créer notre monde, un monde où il fait plus chaud, où les pluies sont rares ou qui ne viennent pas au moment voulu ou encore qui arrivent abondamment quand on ne les attend pas, un monde où les montagnes sont dénudés". Il a attiré l'attention des professionnels des médias, "porte-voix des sans voix", sur le fait que "si nous ne prenons garde, l'humanité va accélérer l'apocalypse".

Pour la secrétaire générale de l'UJIT, Mme Patricia Adjisseku, le présent atelier "est une opportunité pour nous rappeler encore ces notions et notre mission d'informer la population pour que des mesures soient pri-

ses pour atténuer les effets des changements climatiques et rappeler à nos autorités leurs engagements pour le bien-être des populations".

Et la représentante de la FUJ, Mme Sokhna DIA, d'expliquer que cette présente activité sur les changements climatiques 2018 fait partie du projet Union to Union que la FIJ a commencé depuis 2014, avec une extension en 2018. Pour Mme DIA, "le changement climatique reste un défi majeur pour la plupart des pays d'Afrique car l'Afrique est le continent le plus durement touché par les conséquences du changement climatique".

Quant au rôle des médias, il est on ne peut plus clair, car à travers leur mission d'information et d'éducation, ils doivent s'assurer que des mesures sont prises pour atténuer les effets des changements climatiques et rappeler aux autorités leur engagement pour le bien-être des populations et de la planète.

JPB

## La politique de développement de la petite enfance au Togo :

## Adoption du document national par les acteurs compétents

L'adoption du document de la politique du développement de la petite enfance au Togo a eu lieu au cours d'un atelier de validation institutionnelle mardi, 14 Août dernier à Lomé par les responsables de divers départements, d'institution et de la société civile. Ces participants ont lors de cette rencontre étudié minutieusement le contenu du document actualisé en 2017 afin d'améliorer les insuffisances avant son adoption finale.

Une enquête réalisée sur le bilan des compétences des enfants à l'entrée au cours primaire a montré que les activités préscolaires ont un impact positif sur la préparation des enfants à la réussite scolaire. Cette étude révèle que les enfants qui sont passés par une classe préscolaire, entrent à l'école à l'âge légal et obtiennent de meilleurs résultats et ont plus de possibilité d'aller au-delà du cycle d'étude primaire.



La table

Par conséquent, c'est à juste titre qu'on obtient la réduction sur des taux d'abandon, de redoublement scolaire et sur l'amélioration de la qualité des apprentissages ainsi que des argumentations sur les taux de la scolarisation et de la réussite au primaire à chaque fois que le taux de scolarisation au préscolaire augmente.

Pour cela l'Etat togolais s'engage à faire une couverture nationale du préscolaire par des mécanismes de promotion de l'encadrement de la petite enfance à travers l'éducation parentale (0-3ans) et l'éducation préscolaire (4-5 ans). Il a de surcroît encour-

ragé le mode de fonctionnement communautaire en faveur du développement de la petite enfance, en milieu rural, et des jardins d'enfants classiques, en milieu urbain. Le but est de préparer globalement des enfants à l'apprentissage ultérieur.

Le Ministre des enseignements primaires, secondaire et de la formation professionnelle, Pr. Komi Palamwé Tchakpélé, s'est réjoui de cette rencontre qui permet, selon lui, au gouvernement d'aller jusqu'au bout de son engagement entrepris depuis 2010 à travers le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), en faveur du dévelop-

pement de la petite enfance. Il a indiqué que cette Politique Nationale du Développement de la Petite Enfance (PNDPE) a été élaborée par rapport à une approche intégrée, qui prend en compte les enfants de 0 à 8ans avec des actions de tous les ministères intervenants dans le développement historique de l'enfant.

Pour le ministre Tchakpélé ce document, une fois validé, "constitue donc désormais le cadre de référence pour toutes les interventions des acteurs sur la cible concernée, en attendant qu'il soit possible d'aborder la mise en œuvre de la politique dans son intégralité".

Mme Giulidori Fosca, la

représentante adjointe de l'UNICEF au Togo, tout en saluant cette initiative du gouvernement, à exprimé l'engagement de l'UNICEF à accompagner le Togo dans ce programme. "Les efforts conjugués du gouvernement togolais et des partenaires ont permis d'atteindre aujourd'hui une couverture préscolaire de 37,2%, dépassant ainsi les prévisions du PSE, qui fixe ce taux à 25% à l'horizon 2025. Ce progrès est énormes et louable, mais le défi est encore grand, car chaque enfant compte et nombreux sont ceux qui ont l'âge requis, mais qui sont laissés de côté", a déclaré Mme Giulidori.

Daniel

**LES NUMEROS VERT DE L'OTR**

POUR SIGNALER  
TOUT FAIT SUSPECT  
VEUILLEZ COMPOSER  
**N° VERT  
8280**  
Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT  
INFORMATION OU CONSEIL  
VEUILLEZ COMPOSER LE  
**N° VERT  
8201**  
Renseignements

**OTR**  
FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

**Report des résultats de la Présidentielle au Mali :****IBK en passe de se succéder**

L'annonce des résultats provisoires du second tour de l'élection présidentielle au Mali entre le président sortant Ibrahim Boubacar Keïta, (IBK donné favori) et l'opposant Soumaïla Cissé, envisagée mercredi soir, a été reportée à aujourd'hui pour des raisons pratiques.



Le président sortant IBK, en passe de remporter le scrutin

Le ministre de l'Administration territoriale, Mohamed Ag Erlaf, annoncera jeudi les résultats", a déclaré un collaborateur du ministre chargé d'organiser les élections dans ce vaste pays du Sahel toujours confronté à la menace jihadiste malgré cinq ans d'interventions militaires internationales.

Selon ce proche du minis-

tre, les résultats seront donnés "en direct sur la télévision nationale" ORTM "dans la matinée", selon la même source. L'annonce pourrait avoir lieu à 9h30 TU, selon d'autres sources proches des autorités.

Initialement, le ministère avait annoncé pour mercredi à 17h30 la publication des résultats du second tour, qui s'est tenu le 12 août dans une relative indifférence de

la population, et dont l'issue semble jouée d'avance.

"Mais les procès-verbaux physiques des résultats des localités de Tessalit, Ménaka (nord) et de Nampala (centre) sont attendus ce mercredi après-midi", a précisé le collaborateur du ministre.

Pendant que la coalition soutenant IBK annonce sa large victoire, celle du camp Cissé parle de fraude

Le parti du président sor-

tant a estimé mardi qu'Ibrahim Boubacar Keïta, dit IBK, "serait réélu" de manière "large et confortable" pour cinq ans à la tête du Mali, après un deuxième tour marqué par les soupçons de fraude électorale et par une amélioration de la sécurité par rapport au premier, le 29 juillet, dont M. Keïta, 73 ans, était sorti largement en tête.

Le camp de son opposant Soumaïla Cissé estime que ce dernier âgé de 68 ans serait élu si les résultats de "plusieurs localités du nord", "caractérisés par du bourrage d'urnes", étaient écartés. Accusant le camp d'IBK d'avoir profité de l'insécurité pour truquer le scrutin, Soumaïla Cissé a appelé lundi "tous les Maliens à se lever" face à ce qu'il qualifie

de "dictature de la fraude". Cet ancien ministre des Finances a accusé le pouvoir d'avoir "attaqué" et mis hors d'usage le système de comptabilisation électorale de l'opposition alors qu'il était en tête selon lui.

"La responsabilité de ce qui va arriver dans le pays est dans le camp du président de la république", a averti Soumaïla Cissé.

Le vainqueur entrera en fonctions le 4 septembre avec la lourde tâche de relancer l'accord de paix conclu en 2015 avec l'ex-rébellion à dominante touareg.

Rappelons que le Mali est toujours confronté à la menace jihadiste malgré cinq années d'interventions militaires internationales.

E.D

**Les 19ème journées scientifiques annuelles de la Société Ouest Africaine de Chimie se tiennent à Lomé**

La capitale togolaise, Lomé abrite depuis mardi les 19èmes journées scientifiques annuelles de la Société ouest africaine de chimie (SOA CHIM).

Placée sous le thème "Contribution des sciences chimiques dans la mise en œuvre des ODD" et organisée en collaboration avec le ministère de l'Enseignement



La table

supérieur et de la recherche, cette rencontre sera

axée sur des sujets liés à la santé, à l'environnement, au

développement agricole ainsi qu'à la transformation des produits agricoles et au rôle des sciences dans l'aboutissement des Objectifs de Développement Durable ; objet même de leur thématique.

Selon le doyen de la Faculté des Sciences, prof Gado Tchangbedji, cette rencontre réunissant les scientifiques, les chercheurs

et enseignants devra les aider à mieux orienter leurs recherches et leur permettra de partager les résultats de leur recherche liés aux objectifs de développement durable.

Ces 19èmes journées regroupent des participants des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest et prendront fin demain 17 août.

Espoir

**Togo : Le MJU initie un gala de football pour marquer la journée internationale de la jeunesse**

Le Mouvement des Jeunes UNIR (MJU) ne manque pas d'initiatives pour mobiliser la jeunesse togolaise derrière la politique de développement du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Cette section du parti présidentiel a saisi l'occasion de la célébration ce 12 Août de la journée internationale de la jeunesse pour initier un gala de football au terrain de Nazod au quartier de Kégué à Lomé.

Cette initiative portée par le bureau national du mouvement a regroupé au total six clubs dont quatre (4) masculins à savoir Espoir Fc, Carmel FC, Natchaba FC et Kégué FC. Deux clubs féminins qui sont Vodéa Fc



Remise de trophée au gagnant

et Futures Star de Tsévié. A la fin du tournoi, c'est Carmel FC chez les hommes et Vodéa FC du côté des dames qui ont su tirer leur épingle du jeu en s'adjugeant le 1er prix dans leur catégorie.

Les prix sont composés du trophée mis en jeu, d'un jeu de maillot, d'un ballon de football et d'une enveloppe

financière. Les trois (3) autres équipes qui ont aussi participé à ce tournoi ont eu également droit à des récompenses.

La chargée des affaires associative et culturelle au sein du MJU a expliqué que le football est un jeu rassembleur, raison pour laquelle le MJU a choisi cette activité sportive à l'occasion de la

journée internationale de la jeunesse pour transmettre le message de paix, de tolérance et du vivre ensemble.

« La jeunesse veut une fois encore saisir cette opportunité pour apporter son soutien au Chef de l'Etat dans le but de relever les grands défis de développement, tels que l'épanouissement de la jeunesse et sur-

tout celui de la jeune fille », a indiqué Mme Ganda Clarisse. Elle n'a pas aussi manqué d'exhorter la jeunesse à demeurer éveillée et disponible pour l'atteinte des objectifs de la politique de la jeunesse du président de la République.

Source : lavoixdelanation.info



LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE



# LES PRIX BAISSENT

Les carnets de factures normalisées  
avec TVA / sans TVA

~~3000 FCFA~~ **1 500 FCFA**

La planche de vignettes

~~10000 FCFA~~ **2 700 FCFA**

FEDERER POUR BATIR  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)



**INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps  
DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO**

**LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS DISPONIBLE DANS  
LES ZONES SUIVANTES :**

- AGOÈ,**
  - BAGUIDA,**
  - BOULEVARD CIRCULAIRE,**
  - FOREVER,**
  - ZONE PORTUAIRE,**
  - ABLOGAMÉ,**
  - KODJOVIAKOPÉ,**
  - NYÉKONAKPOÉ,**
  - RÉSIDENCE DU BÉNIN,**
- & DANS LES AUTRES CITÉS.**

LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.

**RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS  
TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM  
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!**